

Réfection de trottoirs et de voirie

Rue Coybo – Square Jean Caillon – Avenue de Jarnac – Avenue Jean Moulin
Rue Jean Nouraud – Rue des Arrondeaux – Faubourg Taillebourg – Impasse
de l'Éperon

Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par la SEC TP, dont le siège social se situe rue RD 150, 3 rue des Varennes, 17770 Saint Hilaire de Villefranche, en date du 26 juillet 2024,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement rue Coybo, square Jean Caillon, avenue de Jarnac, avenue Jean Moulin, rue Jean Nouraud, rue des Arrondeaux, faubourg Taillebourg et impasse de l'Éperon afin de permettre une réfection de trottoirs et de voirie en toute sécurité au droit desdites voies,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La SEC TP est autorisée à effectuer des travaux de réfection de trottoirs et de voirie rue Coybo, square Jean Caillon, avenue de Jarnac, avenue Jean Moulin, rue Jean Nouraud, rue des Arrondeaux, faubourg Taillebourg et impasse de l'Éperon, du **lundi 2 septembre 2024 au vendredi 28 novembre 2025, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux.

Article 2 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule impasse de l'Éperon, du **lundi 2 septembre 2024 au vendredi 28 novembre 2025, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux et à l'exception des véhicules appartenant à la SEC TP.

Article 3 : La circulation s'effectuera par alternance, au moyen de panneaux de type B15 / C18 ou de feux tricolores, du **lundi 2 septembre 2024 au vendredi 28 novembre 2025, de 8h00 à 18h00**, selon l'avancement des travaux, au lieux et places suivants :

- Rue Coybo,
- Square Jean Caillon,
- Avenue de Jarnac,
- Avenue Jean Moulin,
- Rue Jean Nouraud,
- Rue des Arrondeaux,
- Faubourg Taillebourg.

Article 4 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du chantier, pendant toute la durée des travaux, à l'exception des véhicules appartenant à la SEC TP. La vitesse est limitée à 30km/h.

Article 5 : La signalisation en vigueur sera fournie, mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le Chef de Service de la Police Municipale.

Article 6 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 7 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 8 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 9 : M. le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Chef de Service de la Police Municipale, la SEC TP, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

